https://acdn.net/spip/spip.php?article516

Nucléaire, 25 avril 2009 : 3 bonnes nouvelles et 3 mauvaises.

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : samedi 25 avril 2009

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

A la veille du 23e anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, on apprend trois bonnes nouvelles pour l'avenir de la planète et la santé de ses habitants.

La première est venue de Strasbourg : le Parlement Européen a adopté, le 24 avril, à une écrasante majorité (271 pour, 38 contre, 29 abstentions) un rapport émanant de sa Commission des Affaires étrangères, dit « rapport Beer », qui recommande au Conseil européen de travailler à l'élimination de toutes les armes nucléaires d'ici à 2020, et lui propose comme instruments concrets de réalisation le « Modèle de Convention sur les armes nucléaires » et le « Protocole Hiroshima-Nagasaki » proposé par les « Maires pour la Paix », tous les deux soutenus par le réseau mondial « Abolition 2000 ». (Voir : European Parliament recommends complete nuclear disarmament by 2020) La date de 2020, ajoutée par un amendement au rapport Beer, précise dans le temps l'objectif fixé par le président Obama dans son discours du 5 avril à Prague.

La seconde bonne nouvelle vient de Rome où, ce même 24 avril, les négociateurs russes et américains se sont montrés, après une journée de discussion, très optimistes quant à l'issue des prochains pourparlers russo-américains qui viseront à remplacer avant la fin de cette année le traité START par un autre traité poussant plus loin la réduction mutuelle des armes nucléaires stratégiques (Voir : US-Russia talks on nuclear reduction begin).

La troisième est venue de Belgique, où le Parlement a adopté récemment à l'unanimité une loi interdisant de fabrication, d'utilisation, de transfert et de stockage tous les armements contenant de l'uranium appauvri, loi qui entrera en vigueur le 21 juin. Les poussières d'uranium résultant de l'emploi de ces armes, notamment en Irak, dans les Balkans, en Afghanistan, et peut-être récemment à Gaza, sont une source de catastrophe sanitaire. La Belgique est le premier pays à les interdire. On peut espérer un effet d'entraînement.

Les résistances opposées par certaines autorités assombrissent toutefois ces perspectives.

A Paris, le président de la République maintient son attachement à la force de frappe, à l'en croire « assurance-vie de la nation », ne dit rien des armes à uranium appauvri de la France, et tente d'exporter partout le nucléaire dit « à usage civil », sans considération des risques immenses qu'il comporte, illustrés par Tchernobyl et aggravés par les risques de prolifération.

A Genève, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) reste pieds et poings liés à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), par un accord de 1959 qui lui impose le silence et le mensonge sur les dangers radioactifs. Ainsi l'OMS impute-t-elle à l'accident de Tchernobyl moins de 60 décès, quand des dizaines d'experts internationaux cités par Greenpeace en 2005 lui en attribuaient près de 200 000.

A Gaza enfin, trois mois après s'être engagée à le faire, l'AIEA n'a encore envoyé personne pour enquêter sur l'usage éventuel d'armes radioactives pendant l'opération israélienne baptisée « Plomb durci ».

Sachant la planète menacée par plus de 25 000 armes nucléaires totalement inutiles, par des millions de tonnes de déchets radioactifs, et par 438 réacteurs nucléaires ne produisant même pas 3% de l'énergie finale consommée dans le monde, **il est absurde d'attendre un nouvel Hiroshima ou un nouveau Tchernobyl pour s'engager sur la seule voie sensée : celle qui mène à une Europe et un monde sans armes ni centrales nucléaires**.

ACDN appelle les électeurs Européens à voter pour les seuls candidats qui s'y engageront.

Copyright © www.acdn.net